



SOMMAIRE

Point 63 de l'ordre du jour :	
Question de l'Irian occidental (Nouvelle-Guinée occidentale) [suite]	321

Président: M. Víctor A. BELAUNDE (Pérou).

POINT 63 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de l'Irian occidental (Nouvelle-Guinée occidentale) [A/3200 et Add.1, A/C.1/L.173] (suite)

1. M. SUDJARWO (Indonésie) exprime la reconnaissance de sa délégation pour l'attitude amicale manifestée par tous les orateurs à l'égard de l'Indonésie. Il déclare que son pays tient avant tout à vivre en bons termes avec tous les pays et estime qu'avec de la bonne volonté la solution du différend qui oppose l'Indonésie aux Pays-Bas pourrait être aisément trouvée.

2. Il rappelle que, dans une intervention précédente (857^{ème} séance), il a fait état d'une série d'opinions exprimées par des personnalités hollandaises qui souhaitaient une amélioration des relations entre les Pays-Bas et l'Indonésie. Le représentant de l'Australie a déclaré à ce sujet (858^{ème} séance) que toutes ces opinions ne constituaient pas des arguments. M. Sudjarwo demande si l'on peut prétendre que les opinions du Gouvernement des Pays-Bas ne constituent pas des arguments.

3. L'Irian occidental fait partie de l'Indonésie, au même titre qu'elle faisait partie des Indes néerlandaises avant le transfert de souveraineté. Ses habitants sont des Indonésiens, au même titre que les habitants de Sumatra, de Java ou d'autres parties de l'Indonésie. Cette vérité n'a pu être niée par des arguments juridiques ni par des arguments fondés sur des différences raciales.

4. Le représentant des Pays-Bas, se référant, dans son intervention (857^{ème} séance) au discours du président Sukarno prononcé le 23 août 1945, a essayé de prouver que l'Irian occidental ne faisait pas partie de l'Indonésie. Toutefois, la citation était incorrecte. De plus, le Président de la République indonésienne avait parlé des limites de l'Indonésie sans préciser ses parties constituantes.

5. Le représentant des Pays-Bas a également fait allusion à la Déclaration d'indépendance de l'Indonésie du 17 août 1945, dans laquelle l'Irian occidental n'est pas mentionné. L'argument n'est pas convaincant, puisque cette proclamation se réfère à l'Indonésie dans son ensemble, sans préciser les provinces qu'elle comprend.

6. Tous ces arguments sont du reste réfutés par le fait que le *Statistical Pocket Book of Indonesia*¹ publié en 1941 par le Gouvernement des Pays-Bas confirme que les territoires dénommés antérieurement "Indes néerlandaises" font partie de l'Indonésie, et que celle-ci est divisée en huit provinces parmi lesquelles la province du Grand-Est, comprenant les Moluques, Célèbes et l'Irian occidental. L'entière souveraineté sur l'Indonésie, composée de ces huit provinces, a été transférée à la République des Etats-Unis d'Indonésie, devenue la République indonésienne, et a été reconnue le 27 décembre 1949, conformément à l'article premier de la Charte de transfert de la souveraineté (S/1417/Add.1, annexe VII). Il apparaît donc clairement que les arguments juridiques invoqués par les Pays-Bas sont sans fondement.

7. Les représentants des Pays-Bas et de l'Australie ont également invoqué les accords conclus à la Conférence de la Table ronde de 1949 pour essayer de démontrer que le transfert de souveraineté sur l'Indonésie avait exclu l'Irian occidental. Il est faux de prétendre, comme l'a fait le représentant de l'Australie, que le transfert de souveraineté avait exclu spécifiquement l'Irian occidental et que l'exercice de la souveraineté sur ce territoire avait été réglé par la disposition de l'article 2 de la Charte de transfert de la souveraineté. En effet, tandis que l'article premier prévoit un transfert inconditionnel et irrévocable de souveraineté sur l'Indonésie à la République d'Indonésie, l'article 2 stipule qu'en ce qui concerne la Résidence de Nouvelle-Guinée, il n'a pas été possible de concilier les opinions des parties et que la question de son statut politique devra être précisée par des négociations ultérieures entre l'Indonésie et les Pays-Bas.

8. Dans ces conditions, on ne comprend pas comment les représentants de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des Pays-Bas peuvent mettre en doute la nécessité de ces négociations. Au surplus, il y a de nombreux précédents en faveur de négociations pacifiques. Le problème de l'indépendance de l'Indonésie a été graduellement facilité sérieusement par les négociations entreprises, sur l'initiative de l'Organisation des Nations Unies. La délégation de l'Indonésie est d'accord avec les représentants du Costa-Rica et du Japon qui ont indiqué (859^{ème} séance) que l'Organisation des Nations Unies devrait faire de nouveaux efforts pour favoriser des négociations, en vue de mettre fin à un différend qui menace la paix et la sécurité.

9. Un certain nombre de représentants ont prétendu que les populations de l'Irian occidental étaient arriérées et ont fait valoir à leur égard le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il faut faire remarquer, à ce sujet, que ce sont les délégations qui d'habitude s'opposent à l'application du droit des peu-

¹ Department of Economic Affairs, Central Bureau of Statistics, *Statistical Pocket Book of Indonesia*, Batavia, G. Kolff & Co., 1941.

ples à disposer d'eux-mêmes qui invoquent ce principe, lorsque, à leur avis, les populations intéressées ne sont pas en mesure d'exercer ce droit.

10. Le représentant de l'Australie a été plus franc: il a déclaré (858ème séance) que la Nouvelle-Guinée occidentale constituait la clef de la défense de l'Australie. Il est évident que ce genre de considération n'a rien à voir avec le droit des peuples à la libre disposition et avec le progrès social des populations. Tout au contraire, c'est généralement en raison de considérations d'ordre stratégique et militaire que les peuples sont traités comme du bétail et non pas comme des êtres humains. L'histoire du colonialisme est faite du mépris de l'humanité. Mais le droit des peuples primitifs à la libre détermination n'est pas une question de mots ou de slogans. C'est une question d'actes et une question de sentiment.

11. Le représentant des Pays-Bas a insisté sur le caractère arriéré de la population de l'Irian occidental (860ème séance). Cependant, il a déclaré qu'un télégramme avait été envoyé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par les habitants de l'Irian occidental, témoignant un degré avancé de civilisation. Il est évident que c'est à la suite de pressions exercées par les autorités néerlandaises que ce télégramme a été adressé. Il est également évident que ce télégramme constitue un démenti à l'allégation selon laquelle la population de l'Irian occidental est arriérée. Les autorités néerlandaises en Irian occidental n'exercent une autorité partielle que sur le tiers de la population du pays. De nombreux habitants de l'Irian occidental ont été emprisonnés par les Hollandais, notamment l'entière population d'un village, selon un article d'un journaliste hollandais, qui s'est rendu dans l'île en 1955, publié dans le *Het Vrije Volk* (Le peuple libre). M. Sudjarwo demande si c'est ainsi que l'on assure le bien-être des populations de l'Irian occidental et qu'on leur fait connaître le monde moderne.

12. Les représentants des Pays-Bas et de l'Australie se sont référés à une déclaration de l'ancien vice-président de l'Indonésie, M. Mohammad Hatta, pour prétendre que les habitants de l'Irian occidental étaient arriérés. Il est certain que cette population est primitive. Néanmoins, invoquer ce caractère, dans le dessein de s'opposer à l'octroi à ce peuple de sa liberté, constitue une grave erreur. Au surplus, M. Mohammad Hatta a déclaré également que l'Irian occidental avait été colonisé en même temps que le reste de l'Indonésie et qu'il voulait être libéré en même temps.

13. C'est à juste titre que le représentant de la Birmanie a déclaré (859ème séance) qu'en ce qui concernait la libération de son pays, le Royaume-Uni avait fait preuve de sagesse en évitant de créer des problèmes, relativement aux populations des Etats chans dont le statut n'était pas clair. Il est évident qu'en ce qui concerne l'Irian occidental, qui fait partie de l'Indonésie, il y aurait eu plus de raison encore d'adopter une attitude semblable.

14. La déclaration du représentant de la Belgique sur la situation de la population de certains Etats de l'Amérique latine est regrettable. Elle a d'ailleurs été parfaitement réfutée par le représentant de la Bolivie.

15. Il est incorrect de dire que les habitants de l'Irian occidental constituent un groupe ethnique distinct et primitif. En effet, une partie des Irianais est en contact avec le reste des Indonésiens. C'est seulement avec les Pays-Bas qu'ils ont peu de contact. L'administration hollandaise ne contrôle en effet que le tiers du territoire et n'entretient pas de relations avec la population

de l'intérieur. Au surplus, le nombre des primitifs diminue et, comme l'ont indiqué plusieurs écrivains occidentaux, les Dayaks, par exemple, sont avides de s'éduquer. L'Indonésie est prête à accorder la citoyenneté, non seulement en droit mais en fait, à tous les habitants de l'Irian occidental. Le seul obstacle à cette réalisation est l'occupation actuelle des Pays-Bas. Si l'on songe à la primauté des intérêts de la population, le problème de l'Irian occidental se ramène à opposer la liberté au colonialisme.

16. Certains orateurs ont prétendu que, si l'Irian occidental passait sous la souveraineté de fait de l'Indonésie, il y aurait en réalité transfert de souveraineté d'une puissance coloniale à une autre. Cet argument ne résiste pas à l'analyse. Il y a en effet actuellement 2.000 Irianais de l'Ouest qui sont éduqués dans des établissements indonésiens. De plus, les Irianais, quoi qu'en dise le représentant des Pays-Bas, ont participé au mouvement pour l'indépendance sous la direction du parti irianais pour l'indépendance de l'Indonésie.

17. Le problème de l'Irian occidental n'est pas un problème juridique. Il résulte avant tout d'un certain état d'esprit. Alors que l'Indonésie estime que la question doit être résolue par un règlement pacifique, facilité par l'Organisation des Nations Unies, les Pays-Bas n'acceptent pas les principes de la liberté et de l'indépendance pour l'ensemble de l'Indonésie et invoquent toutes sortes d'arguments spécieux pour essayer de s'accrocher à un territoire qui fit partie de leur domaine colonial. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et même la France ont fait preuve de beaucoup plus de sagesse lorsqu'ils se sont trouvés en présence de situations semblables — aux Philippines, dans la péninsule indienne, au Maroc et en Tunisie. Mais les Pays-Bas ont préféré inaugurer leurs relations avec l'Indonésie par un différend, en prétendant maintenir le joug colonial sur un territoire de l'Indonésie. C'est en tenant compte de ces faits que l'Organisation des Nations Unies doit considérer la question de l'Irian occidental.

18. Les relations entre les Pays-Bas et l'Indonésie ont été rendues très difficiles après la Conférence de la Table ronde, au point que l'union entre les deux pays fut dissoute. L'absence de solution constitue une cause permanente de conflits entre les deux Etats. La question n'est cependant pas insoluble et, si elle présente des difficultés, avec de la bonne volonté et du temps on peut espérer qu'elle sera résolue. C'est à la lumière de ces considérations qu'il faut examiner le projet de résolution des 13 puissances (A/C.1/L.173).

19. La délégation indonésienne est reconnaissante aux auteurs de ce projet de résolution, qui ont fait preuve de compréhension et d'initiative et dont les efforts peuvent être fructueux. Si les Pays-Bas souhaitent une amélioration de leurs relations avec l'Indonésie, ils ne peuvent s'opposer à ce projet de résolution. Sans les bons offices de l'Organisation des Nations Unies, la question restera sans solution. C'est pourquoi la délégation indonésienne espère que le projet de résolution sera adopté.

20. En Indonésie aussi bien qu'aux Pays-Bas, des voix se sont élevées en faveur d'une solution qui pourrait être facilitée par le recours aux bons offices. On peut donc espérer qu'une solution rapide sera trouvée qui permettra de rétablir de bonnes relations économiques et culturelles entre l'Indonésie et les Pays-Bas. Il ne faut pas perdre de vue les possibilités qui s'offrent d'une collaboration plus fructueuse, entre l'Indonésie et les Pays-Bas, qui serait dans l'intérêt des popula-

tions des deux pays. Comme M. Drees, premier ministre des Pays-Bas, l'a déclaré à La Haye, en 1949, lors de l'ouverture de la Conférence de la Table ronde, les nouvelles relations entre l'Indonésie et les Pays-Bas doivent permettre d'atteindre les buts élevés de paix, de liberté et de coopération pour lesquels de nombreux jeunes Indonésiens résidant en Hollande et les hommes et les femmes de la Résistance hollandaise ont risqué leur liberté et leur vie, lors de la lutte contre les nazis. Si l'on se tourne à nouveau vers ces buts élevés pour lesquels des Indonésiens et des Hollandais ont combattu côte à côte aux Pays-Bas et ont sacrifié leur vie, la délégation indonésienne est convaincue que tous les problèmes qui divisent les deux pays, y compris le problème de l'Irian occidental, pourront être résolus. L'Organisation des Nations Unies doit pouvoir prêter aux parties l'assistance nécessaire.

21. M. SCHURMANN (Pays-Bas) tient à déclarer que, puisque le représentant de l'Indonésie a prétendu que le représentant des Pays-Bas avait donné une citation erronée d'un discours du président Sukarno, du 23 août 1945, il est prêt à remettre au Secrétariat une photocopie de ce discours, qui sera ainsi à la disposition des représentants qui voudraient la consulter.

22. M. JAWAD (Irak) considère que la Commission a reçu de part et d'autre des éléments suffisants pour se faire une opinion sur la question actuellement à l'étude.

23. Il semble bien que, si de nombreuses petites nations ont vu dans l'Organisation des Nations Unies le seul moyen de parvenir à la réalisation de leurs aspirations profondes, un certain groupe de puissances ne paraît pas avoir évolué en fonction des développements politiques qui ont marqué la période entre les deux guerres et celle qui a suivi la deuxième guerre mondiale. Dans l'étude des problèmes politiques actuels, certains Etats continuent de se fonder sur des concepts anachroniques. Et pourtant, c'est bien la concurrence des puissances coloniales qui a provoqué, depuis le début du siècle, deux guerres mondiales et plusieurs guerres coloniales. Ces guerres coloniales visaient à maintenir le système d'exploitation de peuples qui n'avaient pas les moyens suffisants pour résister à la puissance occupante, et marquaient le conflit entre des droits et des intérêts acquis. La création de l'Organisation des Nations Unies fut une réponse à ces répressions sanglantes que flétrissait le désir de paix affirmé par les peuples. Il fallait avant tout éviter le recours aux armes pour régler des différends.

24. Le refus d'un nombre toujours croissant de nations d'être maintenues dans un état d'infériorité a conduit à la reconnaissance récente de nombreux Etats souverains. Certaines puissances coloniales ont contribué au développement et à l'établissement de ces jeunes souverainetés. Elles en ont bénéficié en retour par la protection et l'élargissement de leurs intérêts commerciaux et culturels et l'accroissement, à leur égard, de l'estime mondiale. D'autres ont préféré avoir recours à des guerres de destruction pour tenter de maintenir leur domination, au mépris des droits des peuples qu'elles administraient. Un tel comportement n'a fait qu'augmenter les menaces à la paix dans les régions en question. Soucieux de maintenir leur puissance, ces Etats cherchaient à diviser pour mieux régner ou même, comme cela s'est vu récemment en Egypte, n'hésitaient pas à recourir à la force armée.

25. C'est sous cet aspect qu'il convient d'étudier la question de l'Irian occidental. Les déclarations du représentant des Pays-Bas ont montré que la thèse sou-

tenu par l'Indonésie était inattaquable. Le rêve de maintenir l'impérialisme hollandais sur l'Indonésie, si séduisant qu'il soit pour ceux qui voudraient en profiter, n'en est pas moins périmé. En invoquant des slogans tels que la mission sacrée des Puissances administrantes, la protection d'une région contre le communisme, ou l'élévation du niveau de vie des habitants, certaines puissances maintiennent le colonialisme, dans l'atmosphère duquel la liberté des peuples ne peut se développer.

26. C'est pourquoi la délégation de l'Irak demande à tous les membres de la Commission de voter en faveur du projet de résolution des 13 puissances (A/C.1/L.173) et des méthodes pacifiques de règlement qui y sont proposées.

27. M. TRUJILLO (Equateur) dit que son pays, qui a le plus grand respect pour la nation hollandaise, ne peut pour autant fermer les yeux sur les erreurs que, comme tout pays colonialiste, les Pays-Bas ont commises. Que, en sa qualité de Puissance administrante, le Royaume des Pays-Bas ait accompli une œuvre importante en Indonésie, cela ne peut être contesté. Néanmoins, ce travail montre, dans son bilan, des lacunes importantes dont la moindre n'est certes pas le défaut de préparation du peuple aux responsabilités de la citoyenneté. C'est pourquoi, depuis que l'Indonésie a obtenu son indépendance, elle se heurte au grave problème du manque de cadres. Il faut reconnaître cependant que des transformations profondes ont eu lieu dans tous les domaines et que quelques années d'indépendance ont permis à l'Indonésie de réaliser plus de progrès qu'un siècle de colonialisme.

28. L'entité indonésienne a été créée par les Pays-Bas eux-mêmes qui, après la conquête, ont fait une unité d'une multitude de territoires autonomes. Cette unité ne comprenait pas d'exceptions, ainsi que le montre le rapport sur l'Indonésie adressé par le Gouvernement des Pays-Bas à l'Organisation des Nations Unies en 1949², lequel, dans l'énumération des territoires composant l'Indonésie, faisait figurer les Moluques et "la partie de la Nouvelle-Guinée située à l'ouest du 141ème degré de longitude E."

29. Le fait que la Charte de transfert de la souveraineté (S/1417/Add.1, annexe VII) ne prévoyait pas le transfert immédiat de la souveraineté sur l'Irian occidental n'est pas un facteur déterminant sur lequel on peut fonder un argument. En effet, de même que les Etats d'Amérique latine ont proclamé leur indépendance sans se préoccuper de l'obtention d'une Charte de transfert de la souveraineté, de même, pour l'Indonésie, une telle charte n'est jamais qu'un instrument de confirmation, la reconnaissance historique d'un fait existant. L'Indonésie a obtenu son indépendance et cela signifie que tout le peuple indonésien, représentant une entité et sans aucune réserve, se trouve indépendant.

30. Il n'est peut-être pas inutile de remarquer que, selon la position prise par le représentant de l'Australie, ce pays semble plus directement intéressé que les Pays-Bas eux-mêmes à la question en discussion.

31. Il est bien certain que la limite d'un an, au cours de laquelle le statut de l'Irian occidental devait être tranché, n'était pas une question dirimante et, de plus, l'accord réalisé sur le principe des négociations à entreprendre sur cette question demeure toujours valide.

² Voir *Territoires non autonomes: Résumés et analyses des renseignements transmis au Secrétaire général au cours de l'année 1949*, publication des Nations Unies, numéro de vente: 1950.VI.B.1.Vol.II.

En arrêtant les négociations par un acte unilatéral, les Pays-Bas ont dénié les droits de l'Indonésie. Une fois cet acte accompli, ils ont retourné le problème et, après avoir incorporé un territoire indonésien, ils sont venus protester en prétendant que l'Indonésie cherchait à porter atteinte à l'intégrité du territoire des Pays-Bas.

32. Certes, comme on l'a déjà dit, l'Indonésie n'a pas la culture ni la technique d'une vieille nation comme les Pays-Bas, mais elle a quelque chose que la Hollande n'a pas: un sentiment fraternel à l'égard du peuple de l'Irian occidental. La savante présentation, en excellent anglais, par les chefs d'une peuplade que l'on prétend ignorante, d'une demande tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies ne fasse pas droit aux revendications de l'Indonésie ne peut pas être prise au sérieux.

33. Ce sont certainement des raisons graves qui ont guidé l'Indonésie dans son refus de porter la question devant la Cour internationale de Justice. Opposée à deux Etats aussi influents que les Pays-Bas et l'Australie, l'Indonésie pouvait craindre de ne pas obtenir le respect total de ses droits.

34. Le projet de résolution (A/C.1/L.173) cherche à résoudre un problème dont on ne peut nier l'existence. C'est dans le but de rechercher une solution constructive que la délégation de l'Equateur fait appel aux autres délégations pour qu'elles appuient ce projet de résolution.

35. M. PETRZELKA (Tchécoslovaquie) déclare que la question de l'Irian occidental a déjà été inscrite plusieurs fois à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Un tel différend a des effets défavorables, non seulement sur les relations entre les deux Etats en présence, mais également sur le plan international et surtout dans l'ensemble asiatique. Il ne fait aucun doute que la revendication indonésienne est légitime. La question de l'Irian occidental n'était pas et n'est pas séparable de la question indonésienne. Aucune raison ne milite en faveur d'une évolution du peuple de l'Irian occidental séparée de celle de ses frères indonésiens. Rien, en outre, ne justifie le maintien de la souveraineté des Pays-Bas sur ce territoire: il serait contraire aux intérêts du peuple papou. L'exemple des peuples qui sont entrés dans la voie de l'indépendance montre suffisamment les progrès auxquels peuvent prétendre des peuples libres.

36. L'Indonésie a montré que, pour sa part, elle était prête à négocier. C'est le devoir de l'Organisation des Nations Unies de recommander un règlement pacifique, qui ne peut être atteint que par des négociations.

37. C'est pour cette raison que la délégation de la Tchécoslovaquie appuiera le projet de résolution (A/C.1/L.173) qui représente un effort constructif, conforme aux principes de la Charte des Nations Unies.

38. M. CHANG (Chine) constate que la Commission se trouve en présence d'un différend marqué par la passion. L'histoire des négociations qui ont conduit à l'indépendance de l'Indonésie semble montrer que, aux yeux des Hollandais, la Nouvelle-Guinée occidentale jouissait d'un statut spécial et que les Indonésiens avaient, à l'époque, accepté ce point de vue. Par la suite, les négociations ont échoué, les deux parties n'ayant pas réussi à trouver un terrain d'entente.

39. Sans aucun doute, l'argumentation juridique présentée est sérieuse et la délégation chinoise estime que la question devrait être portée devant la Cour internationale de Justice.

40. Quant à l'aspect politique du problème, l'Indonésie fonde sa thèse sur l'anticolonialisme. Il est incontestable que la domination hollandaise sur la Nouvelle-Guinée occidentale — ou l'Irian occidental — soit une manifestation du colonialisme, mais le représentant des Pays-Bas a affirmé devant la Commission (857ème séance) que les Papous auraient, le moment venu, la possibilité de choisir leur destin.

41. La Chine, fidèle à sa tradition, s'est toujours faite le champion des droits des peuples opprimés. Néanmoins, la situation présente est quelque peu différente de celle d'un peuple désireux de rejeter un joug oppresseur. En effet, la population de la Nouvelle-Guinée occidentale ne participe pas au différend. Il s'agit d'une opposition entre deux Etats souverains à propos d'un territoire dont les habitants n'ont pas exprimé leur volonté. Colonie hollandaise, la Nouvelle-Guinée occidentale deviendrait en fait une colonie indonésienne si la souveraineté sur ce territoire était transférée à l'Indonésie. Il n'appartient pas à l'Organisation des Nations Unies de distribuer les colonies ni de les transférer d'un Etat à un autre sans consulter les intéressés.

42. Quant aux négociations réclamées par plusieurs, on peut se demander sur quelle base elles pourraient être entreprises. Il semble bien qu'à l'heure actuelle le conflit entre les deux parties ne soit pas suffisamment mûr pour que des négociations aient des chances réelles de succès.

43. Toute solution politique doit tenir compte du bien-être des habitants dont l'avenir est en jeu.

44. Le projet de résolution des 13 puissances (A/C.1/L.173) ne répond pas à ces exigences. C'est la raison pour laquelle la délégation chinoise ne pourra pas voter en sa faveur.

45. M. GEORGES-PICOT (France) déclare que sa délégation demeure fidèle à la position qu'elle a toujours observée en la matière et qui lui est dictée par la Charte des Nations Unies. La question de la Nouvelle-Guinée occidentale n'aurait jamais dû être inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

46. En fait, ce que le représentant de l'Indonésie demande à la Commission n'est autre que de se prononcer sur l'interprétation d'un traité, en l'espèce la Charte de transfert de la souveraineté (S/1417/Add.1, annexe VII). La délégation française estime que l'Assemblée ne peut en aucune manière arguer de sa compétence en la matière.

47. Certaines délégations ont invoqué l'Article 35 de la Charte des Nations Unies. C'est faire bon marché de l'Article 2, paragraphe 7, dont l'application générale ne peut être mise en échec ni par l'Article 35, ni, par conséquent, par les Articles 10 et 14 auxquels il a également été fait allusion.

48. Il importe en outre de souligner, comme l'a très bien expliqué le chef de la délégation australienne (858ème séance), qu'il ne s'agit nullement d'un différend tel que la Charte en prévoit, mais d'une tentative pure et simple d'annexion par un Etat Membre d'un territoire appartenant à un autre Etat Membre. Il est un peu arbitraire, dans ces conditions, de parler d'un problème colonial, car personne ne conteste le manque de maturité de la population de la Nouvelle-Guinée occidentale. La Puissance administrante a rempli les obligations qui lui incombent aux termes de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. Elle a même été plus loin, puisqu'elle s'est engagée

formellement à mettre la population en mesure de décider de son statut, au moment opportun.

49. L'attitude indonésienne correspond étrangement à la définition du colonialisme, telle qu'elle a été donnée à la Conférence afro-asiatique, tenue à Bandoung en 1955.

50. Dans ces conditions, toute recommandation que pourrait formuler la Commission serait contraire à la fois aux dispositions de la Charte des Nations Unies et aux intérêts mêmes de la population papoue.

La séance est levée à 18 h. 10.